



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 37 – 11 novembre 2022

Sommaire

Fait marquant

- A la COP 27, Rishi Sunak réaffirme son engagement à lutter contre le réchauffement climatique

Climat & Energie

- Le *Climate Change Committee* invite le gouvernement à prendre des mesures pour faire des économies d'énergie
- Le Royaume-Uni peine à signer des nouveaux contrats gaziers de long-terme

Environnement

- Les coupes budgétaires des gouvernements conservateurs ont conduit à une forte réduction du nombre de contrôles réalisés par l'*Environment Agency*
- Toute l'Angleterre risque des inondations cet hiver

Industrie

- L'industrie sidérurgique britannique exhorte le gouvernement à davantage de soutien pour réussir sa transition *net zero*
- La région de Teesside va accueillir la première raffinerie de lithium du R-U

Transports

- Le secteur aérien demande des subventions au gouvernement afin d'atteindre ses objectifs de neutralité carbone d'ici 2050
- A la COP 27, le R-U signe des partenariats pour la création de corridors maritimes verts

Fait marquant


A la COP 27, Rishi Sunak réaffirme son engagement à lutter contre le réchauffement climatique

Alors que sa décision initiale de ne pas se rendre à la COP pour se concentrer sur les arbitrages budgétaires avait suscité des critiques sur son prétendu manque d'engagement pour la cause climatique, le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, s'est finalement rendu à la COP 27 les 7 et 8 novembre. Dans son court discours en séance plénière, il a rappelé qu'il était moralement et économiquement justifié de tout faire pour garder l'objectif de limiter la hausse des températures à +1,5° C. Il a par ailleurs confirmé les objectifs du Royaume-Uni de réduire de 68 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et de consacrer 11,6 Md£ entre 2021 et 2026, dont 1,5 Md£ dédiés à l'adaptation. Interrogé mercredi à la Chambre des Communes, Rishi Sunak a en revanche écarté toute participation du Royaume-Uni à un mécanisme de financement de compensation des pertes et préjudices causés par le changement climatique dans les pays les plus vulnérables. De son côté, l'ancien Premier ministre Boris Johnson a également pris la parole dans un événement annexe à la COP pour défendre le bilan de la Présidence britannique de la COP 26 et dénoncer la tentation de certains Etat ou acteurs économiques de freiner leurs efforts de décarbonation au vu du contexte international.

Le chiffre de la semaine

+ 26,4 %

Les [immatriculations](#) de voitures neuves au R-U en octobre ont augmenté de 26,4 % par rapport à octobre 2021, selon les données de l'Association des producteurs automobiles (SMMT). Il s'agit du troisième mois de hausse consécutif. La SMMT s'attend toutefois à ce que le nombre d'immatriculations en 2022 soit le plus faible atteint depuis 1982. Les voitures électriques représentent environ un tiers des nouvelles immatriculations. Estimant que le gouvernement n'atteindra pas son objectif d'installer 300 000 bornes de recharge publiques d'ici 2030, la SMMT l'exhorte à accélérer le déploiement de ces infrastructures afin de répondre à la demande croissante pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables.





Le graphique de la semaine

Table A.1
Potential annual savings to households and HM Treasury of cost-free or low-cost energy efficiency measures

Measure	Household impacts and assumptions			Potential savings to HM Treasury by level of household uptake ¹		
	Typical cost	Potential number of households ²	Typical bill saving (per household) ²	10% uptake	20% uptake	50% uptake
Adjust radiator valves in less-used rooms to 3°C cooler than living room	no cost	3.5m	£135	£26m	£51m	£128m
Adjust radiator valves in less-used rooms to 1.5°C cooler than living room	no cost	21.5m	£68	£79m	£159m	£397m
Reduce boiler flow temperature from 75°C to 55°C ³	no cost	7.7m	£55	£25m	£50m	£125m
Reduce boiler flow temperature from 75°C to 60°C ³	no cost	10.8m	£43	£28m	£55m	£138m
Reduce daily hot water temperature from 52°C to 42°C ³	no cost	16.3m	£26	£25m	£49m	£123m
Reduce hot water cylinder temperature from 70°C to 60°C ³	no cost	7.0m	£26	£9m	£17m	£42m
Reduce heating by five hours per week	no cost	5.2m	£16	£4m	£9m	£22m
Closing curtains at night	no cost	13.6m	£10	£7m	£14m	£34m
Install a smart thermostat	<£300	16.9m	£64	£64m	£129m	£322m
Install window film on all windows	<£300	24.5m	£43	£51m	£103m	£257m
Loft insulation to 300mm – homes with 0-50mm	£480-800	1.3m	£291	£17m	£33m	£83m
Loft insulation to 300mm – homes with 50-200mm	£480-800	12.2m	£54	£32m	£64m	£160m

Source: Nesta and Cambridge Architectural Research (2022), *Free and low-cost energy-saving actions to bring down bills, improve energy security and help the planet*; CCC (2020) *Sixth Carbon Budget*; DLUHC (2022) *English Housing Survey 2020-21: technical report*
 Notes: Bill savings from measures cannot necessarily be aggregated up and may not be applicable to the same house type. (1) Corresponds to the share of households that actually adopt a measure as a proportion of all households using gas or electricity for heating who could do so. (2) Covers all households with gas, oil, or electric heating, even though HMT will only recoup benefits from homes making savings on gas or electricity bills. Many homes may be able to adopt more than one measure – this analysis assumes there are 28.2m dwellings in the UK (3) Some measures only apply to homes with either a condensing boiler or a system boiler and hot water tank. Based on average household gas consumption of 11,730 kWh/year, from the Nesta/CAR analysis. Household savings estimates based on a gas unit price of 10.3 p/kWh (level of the Energy Price Guarantee).

Alors que le gouvernement finalise son projet de budget, dont la présentation est attendue le 17 novembre, le *Climate Change Committee* a [écrit au Chancelier de l'Echiquier](#) pour proposer une liste de mesures peu coûteuses et rapidement déployables qui permettraient de réaliser des économies d'énergie significatives à très court terme, à défaut de disposer du temps nécessaire pour mettre en place de nouvelles politiques d'envergure.

Climat & Energie

Flash – Selon le think tank *ECIU*, les retards dans le vote de la loi ouvrant la 4^{ème} phase de l'*Energy Company Obligation* auraient privé près de 20 000 ménages modestes de mesures d'efficacité énergétique qui leur auraient permis d'économiser 300 £ sur leur facture annuelle d'énergie.

Flash – L'entreprise *SIMEC Atlantis Energy* a lancé la 2^{ème} phase de son projet de centrale marémotrice dans le Pentland Firth, au nord de l'Ecosse qui vise à ajouter 26 MW de capacité d'ici 2027 en plus des 6 MW déjà installés. Le projet bénéficie d'un complément de rémunération accordé par l'Etat à hauteur de 178,54 £/MWh généré pour les 15 prochaines années.

Flash – Le ministre fantôme de l'énergie, Alan Whitehead, a écrit au ministre du climat, Graham Stuart, pour lui demander de réinscrire immédiatement le projet de loi sur la sécurité énergétique dans le calendrier parlementaire. Pour mémoire, ce projet de loi visant à stimuler l'approvisionnement en énergie domestique à faible teneur en carbone et à faire baisser les coûts énergétiques avait été publié en juillet, mais son examen a ensuite été suspendu en octobre par Jacob Rees-Mogg, alors ministre en charge de l'énergie.

Flash – Le dispositif [Demand Flexibility Service](#) mis en place par le gestionnaire du réseau électrique *National Grid* afin de réduire la consommation aux heures de pointe est désormais proposé par de [nombreux fournisseurs](#) aux clients dotés d'un compteur intelligent.

Le *Climate Change Committee* invite le gouvernement à prendre des mesures pour faire des économies d'énergie

Dans une [lettre adressée au Chancelier de l'Echiquier](#), le président du *Climate Change Committee*, Lord Deben, a proposé au gouvernement une liste de mesures peu coûteuses et rapidement déployables qui permettraient de réaliser des économies d'énergie significatives à très court terme, à défaut de disposer du temps nécessaire pour mettre en place de nouvelles politiques. Il recommande notamment de mener une campagne d'information auprès des ménages sur les gestes du quotidien qui permettraient de réduire leur consommation et faire baisser leur facture. A moyen terme, il estime que l'Etat devra accroître ses investissements pour la rénovation énergétique, en se concentrant sur les travaux les plus rentables tels que l'isolation des combles perdus ou des ballons d'eau chaude. Le CCC souligne que les progrès réalisés pour réduire les consommations d'énergie sont encore très insuffisants. De son côté, le [think tank Social Market Foundation](#) estime qu'une campagne d'économie d'énergie similaire à celle menée en Allemagne, conduisant à une baisse de 20 % à 30 % de la demande, permettrait de réduire la facture énergétique des ménages de 250 £ à 400 £ par an et d'alléger le coût des aides de l'Etat (*Energy Price Guarantee*) de 6 Md£ à 9,3 Md£ pour l'année 2022/2023.

Le Royaume-Uni peine à signer des nouveaux contrats gaziers de long-terme

La *taskforce* mise en place par le gouvernement Truss a engagé des discussions avec le Qatar, la Norvège et les Etats-Unis afin de sécuriser les approvisionnements du pays en gaz pour les prochaines années. Ces discussions sont toutefois encore loin d'aboutir. D'une part, les contrats gaziers restent négociés et signés par les fournisseurs de gaz, qui sont des opérateurs privés auxquels le gouvernement peut difficilement se substituer. D'autre part, le Trésor aurait écarté la signature, à brève échéance, de nouveaux contrats en raison de leur coût potentiellement important à long terme pour les finances publiques, alors que les prix du gaz ont baissé ces dernières semaines. Un partenariat énergétique pourrait être conclu prochainement avec les Etats-Unis, mettant en avant les énergies renouvelables et le nucléaire, mais sans inclure nécessairement le gaz, tandis que l'Allemagne a fait plusieurs appels du pied pour ouvrir des négociations avec le Royaume-Uni, qui seraient restés pour l'instant sans réponse.

Environnement

Les coupes budgétaires des gouvernements conservateurs ont conduit à une forte réduction du nombre de contrôles réalisés par l'*Environment Agency*

Selon l'ONG [*Good Jobs First*](#), connue pour veiller à la bonne application du droit de l'environnement par les entreprises, le budget accordé par le DEFRA à l'*Environment Agency* a chuté de plus de 50 % (en termes réels) entre 2011/2012 et 2020/21. Cette baisse des moyens de l'agence aurait eu un effet sur le nombre de sanctions prononcées, qui a été divisé par six en dix ans. Le nombre de poursuites pénales a notamment chuté drastiquement au profit de sanctions administratives incluant des injonctions de remise en état ou de réalisations d'actions compensatrices des atteintes observées. Par ailleurs, la majorité des sanctions prononcées (59 %) ne comprennent pas sanctions financières. Selon l'ONG, ces évolutions reflètent l'évolution de l'approche de l'*Environment Agency* concernant l'application du droit de l'environnement : elle ferait davantage confiance aux contrevenants pour négocier et réparer leurs torts afin d'éviter des poursuites pénales.

Toute l'Angleterre est exposée à des risques d'inondations cet hiver

L'*Environment Agency* a mené cette semaine une campagne de sensibilisation – la *Flood Action Week* - à destination des ménages habitant dans des zones à risque d'inondations. En Angleterre, une personne sur six serait exposée à un risque d'inondation liée aux rivières ou à la mer, et beaucoup plus encore seraient exposées à un risque d'inondation des eaux de surface. Pour autant, selon les recherches menées par l'agence, deux ménages anglais sur trois disent ne pas se sentir concernés par ces risques, suggérant un manque de préparation. Le *Met Office* souligne par ailleurs que la sécheresse et les températures élevées observées cet été ne devraient pas conduire la population à relâcher sa vigilance alors que l'hiver approche. Depuis 1998, le Royaume-Uni a connu 6 des 10 années les plus humides de son histoire et a enregistré pour la première fois de son histoire trois épisodes orageux « sévères » en une semaine. Pour mémoire, le gouvernement s'est engagé à investir 5,2 Md£ entre 2021 et 2027 pour renforcer ses infrastructures de protection contre les inondations.

Industrie


Flash – La ville de [Sheffield](#), ancien centre de l'industrie sidérurgique britannique, va bénéficier d'une aide de 400 000 £ du gouvernement pour lancer une étude de faisabilité de l'utilisation d'hydrogène vert pour produire de l'acier.

L'industrie sidérurgique britannique exhorte le gouvernement à d'avantage de soutien pour réussir sa transition *net zero*

Afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 l'industrie [sidérurgique](#), qui est fortement émettrice au vu des procédés de production, doit « s'approcher du zéro émissions » dès 2035 selon une analyse du *Climate Change Committee*. Or les procédés de production décarbonés sont plus coûteux car généralement plus électro-intensifs. Par ailleurs la transition de l'industrie entraînera des pertes d'emplois, certaines installations comme les fours à coke n'étant plus utilisées. Face à ces enjeux et à la hausse des prix de l'énergie, le secteur sidérurgique renouvelle ses demandes de soutien : mesures supplémentaires pour réduire les prix de l'électricité alors que les producteurs britanniques paient déjà leur électricité plus cher que leurs concurrents européens, aide financière et garantie d'un accès à une électricité verte et à de l'hydrogène bon marché dans le cadre de la transition *net zero*. Le secteur invite également le R-U à s'inspirer d'une [décision](#) récente de l'Union européenne qui interdit les importations d'acier russe transformé dans un pays tiers.

La région de Teesside va accueillir la première raffinerie de lithium du R-U

Le développement de raffineries et sites de recyclage du [lithium](#) fait partie des priorités du gouvernement en matière d'accès aux minerais critiques (90 % du lithium est raffiné en Asie de l'est) et de révolution industrielle verte (le lithium raffiné a de nombreuses applications notamment pour les batteries et les éoliennes). La mise en œuvre de ces projets dans le Nord-Est de l'Angleterre se traduira par une hausse de l'investissement et des créations d'emplois répondant ainsi aux objectifs du *levelling up*. La construction de la raffinerie de *Green Lithium* devrait coûter 600 M£ et permettre la création de 1 000 emplois. L'entreprise espère commencer son activité en 2025 et employer à terme 250 personnes. *Green Lithium* a bénéficié en avril 2021 d'un financement public de 600 000 £ et serait en discussions avec le gouvernement pour de nouvelles aides, selon le *Guardian*. D'autres entreprises (*Tees Valley Lithium*, *Alitilium Metals*) prévoient également d'implanter leurs sites de raffinage ou de recyclage dans la région de Teesside.



Transports

Flash – Le syndicat [RMT](#) (*Rail, Maritime and Transport Workers*) a suspendu ses grèves prévues initialement à partir du 5 novembre. Les syndicats auraient obtenu la garantie de négociations avec *Network Rail* et d'une offre de hausse des salaires par les compagnies ferroviaires. *RMT* a en revanche maintenu la grève du 10 novembre dans le [métro](#) londonien afin de s'opposer à de possibles licenciements massifs et une réforme du système de retraite des conducteurs. Le syndicat *Aslef* a par ailleurs annoncé une [grève des conducteurs de train](#) de 12 compagnies le 26 novembre pour demander des augmentations de salaires.

Le secteur aérien demande des subventions au gouvernement afin d'atteindre ses objectifs de neutralité carbone d'ici 2050

Pour mémoire, la réussite de la stratégie *Jet Zero* publiée en juillet s'appuie à court terme sur le recours aux carburants de synthèse ([sustainable aviation fuels](#), SAF) qui devront représenter 10 % du total des carburants aériens au R-U d'ici 2050. Le gouvernement a lancé un fonds doté de 165 M£ destiné à soutenir le financement d'usines de SAF, en espérant disposer d'au moins cinq usines de ce type en construction d'ici 2025. Dans un courrier adressé au ministre des Transports Mark Harper, plusieurs aéroports, compagnies aériennes et potentiels futurs producteurs de SAF britanniques estiment que le soutien actuel est insuffisant. Ils demandent un système de subvention de type « *contracts for difference* », permettant de réduire le risque associé aux investissements. Un prix plancher serait défini pour le SAF : si les prix de marchés sont inférieurs, le gouvernement compensera la différence. Dans le cas inverse, les producteurs rembourseront la différence entre le prix de marché et le prix plancher.

A la COP 27, le R-U signe des partenariats pour la création de corridors maritimes verts

Le R-U, les Etats-Unis, la Norvège et les Pays-Bas se sont engagés à établir des [corridors maritimes verts](#) entre leurs pays respectifs. Ces corridors constituent des routes maritimes décarbonées supposant la décarbonation des navires et des installations à quai. L'utilisation de carburants zéro émissions et l'installation d'infrastructures de recharge électrique à quai font partie des solutions envisagées. Le R-U et les Etats-Unis vont par ailleurs créer une *Green Shipping Corridor Task Force* qui sera composée d'experts du secteur et visera à encourager les efforts de recherche et développement. Ces engagements font suite à la déclaration de Clydebank, signée à l'initiative du R-U lors de la COP26, qui vise à établir des corridors maritimes zéro émissions à l'échelle mondiale.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
Rédacteurs : Léa Auclair (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner : londres.dgtresor.gouv.fr